



RÉSUMÉ DE LA QUATRIÈME SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL A COMPOSITION NON LIMITEE SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 17-19 JUIN 2013

La quatrième session du Groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) de l'AGNU sur les objectifs du développement durable (ODD) s'est déroulée du 17 au 19 juin 2013, au siège de l'ONU à New York. La réunion a rassemblé les Etats membres du GTCNL, d'autres Etats membres, des observateurs et des représentants des institutions des Nations Unies et des grands groupes sociaux. La réunion a été consacrée à l'examen des questions thématiques suivantes: (a) l'emploi et le travail décent pour tous, la protection sociale, les Jeunes, l'éducation et la culture et (b) la santé, la dynamique démographique. Macharia Kamau, représentant permanent du Kenya, et Csaba Körösi, représentant permanent de la Hongrie, en ont été les co-présidents.

Le co-président Kamau a ouvert la séance en soulignant que les questions inscrites à l'ordre du jour sont essentielles au développement durable. Les participants se sont engagés activement avec les experts et entre eux sur l'ensemble des sept questions inscrites à l'ordre du jour. La session a englobé également un exposé de l'auteur principal du Groupe de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 (GHN).

Mercredi après-midi, Après avoir partagé la synthèse provisoire des coprésidents, Kamau a déclaré que le GTCNL est en train de faire des progrès "incroyables". Il a également réitéré ce qu'il avait indiqué à la fin de la GTCNL-3, à savoir, que pour chaque objectif et cible intermédiaires proposés, nous devons nous poser la question de savoir comment mobiliser les ressources nécessaires à leur concrétisation. Il a souligné la nécessité de déterminer les questions qui sont, non seulement, "faisables" mais aussi "mondialisables" et auxquelles chacun peut répondre. Kamau a également mis en exergue les appels en faveur d'un partenariat intergénérationnel et de l'insertion des voix des jeunes et des personnes de plus de 65 ans.

Le GTCNL est maintenant à mi-chemin de son parcours et ne se réunira pas avant novembre 2013. Les coprésidents produiront un rapport d'étape court à remettre à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) fin août.

BREF HISTORIQUE DU GTCNL

A la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20), qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 13 au 22 juin 2012, les gouvernements ont convenu de lancer un processus visant à élaborer un ensemble d'ODD. Ils ont appelé à l'établissement d'un GTCNL comprenant 30 représentants des cinq groupes régionaux de l'ONU, désignés par les Etats membres de l'ONU, pour l'élaboration d'une proposition concernant les ODD, qui sera soumise à l'Assemblée générale à sa 68^e session, pour examen et action appropriée.

Le document final souligne, notamment:

- l'importance de rester fermement attaché à la réalisation complète et rapide des OMD et au respect de tous les principes de Rio, en tenant compte des différentes situations, capacités et priorités nationales;
- que les ODD doivent être orientés vers l'action, concis et faciles à communiquer, en nombre limité, ambitieux, de caractère mondial et universellement applicable à tous les pays, et axés sur les domaines prioritaires pour la réalisation du développement durable;
- la nécessité de s'assurer de la coordination et de la cohérence avec les processus examinant le programme de développement de l'après-2015, et de recevoir de premières contributions, de la part du Secrétaire général en consultation avec les gouvernements nationaux;

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du GTCNL	1
Compte-rendu de la GTCNL-4	3
Exposé sur le rapport du Comité de haut niveau des personnalités chargées de l'étude du Programme de développement pour l'après-2015	3
L'emploi et le travail décent pour tous, la protection sociale, les jeunes, l'éducation et la culture	3
La santé, la dynamique démographique	9
Résumé des discussions et déclarations finales	14
Réunions des coprésidents avec les grands groupes et les acteurs de la société civile	14
Brève analyse de la GTCNL-4	15
Réunions à venir	16
Glossaire	17

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé et édité par Pamela Chasek, Ph.D., Faye Leone et Kate Offerdahl. Version française: Mongi Gadhoun - Correctrice: Myriam Gadhoun. Editrice en chef: Elizabeth Willetts, Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Donateur de soutien du *Bulletin*: la Commission européenne (DG-ENV). Une aide d'ordre général au *Bulletin* a été fournie, au titre de l'exercice 2013, par le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire (BMU), le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le Conseil fédéral suisse, Bureau de l'environnement (OFEV), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère japonais de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUME). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, de la Wallonie, du Québec et par l'Organisation internationale de la Francophonie / Institut de la Francophonie pour le développement durable (OIF / IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant citation appropriée. Pour plus d'informations sur le *Bulletin*, y compris pour les demandes de services d'information, contacter le directeur du Service Information de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, par téléphone au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, NY 10022 USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

- la nécessité d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs, avec les cibles atteintes et les indicateurs utilisés, tout en tenant compte des différentes circonstances, capacités et niveaux de développement nationaux; et
- l'importance d'une information mondiale, intégrée et scientifiquement fondée sur le développement durable, et de l'appui aux commissions économiques régionales dans la collecte et la compilation des contributions nationales destinées à éclairer cet effort mondial.

L'Assemblée générale a approuvé le document final, intitulé *L'avenir que nous voulons*, dans sa résolution 66/288 du 30 novembre 2012.

MANIFESTATION SPECIALE DE L'AGNU SOUS LE TITRE DE "CONCEPTUALISATION D'UN ENSEMBLE D'OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE": Le 16 octobre 2012, le deuxième Comité de l'AGNU a organisé, au siège de l'ONU à New York, une manifestation spéciale consacrée au thème « Conceptualisation d'un ensemble d'objectifs de développement durable ». L'événement a fourni aux participants une première occasion de discuter de la façon dont les ODD pourraient s'appuyer sur les OMD, ainsi que des éléments éventuels des caractéristiques et de l'architecture des ODD.

PREMIERES CONTRIBUTIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES ODD: Le 17 décembre 2012, le Secrétaire général a publié ses premières contributions au GTCNL (A/67/634). Le rapport propose une synthèse des commentaires et observations reçus en réponse à un questionnaire envoyé aux États membres en septembre 2012. Il comprend les points de vue des États membres sur: les domaines prioritaires des ODD; l'établissement d'un équilibre entre les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable; la principale utilisation des ODD au niveau des pays; la détermination des objectifs nationaux devant figurer comme objectifs mondiaux, applicables à l'échelle universelle; l'intégration des buts et objectifs existants, en veillant à la cohérence avec le programme de développement de la période post-2015; l'évaluation des progrès accomplis; l'engagement de toutes les parties prenantes; les principes régissant les ODD; et, un nouveau partenariat mondial pour le développement.

RESOLUTION 67/203 DE L'AGNU: Le 21 décembre 2012, l'AGNU a adopté la Résolution 67/203 qui appelle le GTCNL sur les ODD à présenter un rapport à l'Assemblée dans la première partie de sa 68^e session et, de préférence, avant la première réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN), qui remplacera la Commission du développement durable. La résolution appelle également le GTCNL à présenter, régulièrement, un rapport sur l'état d'avancement de ses travaux, en tenant compte de la tenue du premier FPHN et de la réunion spéciale de l'AGNU consacrée au suivi des efforts déployés en vue d'atteindre les OMD.

DECISION DE L'AGNU CONCERNANT LE GTCNL (67/555): Le 22 janvier 2013, l'AGNU a adopté une décision établissant la composition du GTCNL et l'adhésion allouée aux cinq groupes régionaux de l'ONU. Selon l'annexe de la décision, six sièges sont occupés par des pays, à titre individuel: le Bénin, le Congo, le Ghana, la Hongrie, le Kenya et la Tanzanie. Neuf sièges sont occupés par des paires de pays

comme suit: Bahamas / Barbade; Belarus / Serbie, Brésil / Nicaragua, Bulgarie / Croatie, Colombie / Guatemala, Mexique / Pérou, Monténégro / Slovaquie, Pologne / Roumanie et Zambie / Zimbabwe. Quatorze sièges sont occupés par des trios de pays, comme suit: Argentine / Bolivie / Equateur; Australie / Pays-Bas / Royaume-Uni; Bangladesh / République de Corée / Arabie saoudite; Bhoutan / Thaïlande / Vietnam; Canada / Israël / États-Unis; Danemark / Irlande / Norvège; France / Allemagne / Suisse; Italie / Espagne / Turquie; Chine / Indonésie / Kazakhstan; Chypre / Singapour / Emirats Arabes Unis; Guyane / Haïti / Trinité-et-Tobago; Inde / Pakistan / Sri Lanka; Iran / Japon / Népal; et Nauru / Palau / Papouasie-Nouvelle-Guinée. Un siège est partagé par quatre pays: Algérie / Egypte / Maroc / Tunisie.

CONSULTATIONS OFFICIEUSES EN PREPARATION DE LA PREMIERE SESSION DU GTCNL: Des consultations informelles ont été menées du 6 au 12 mars 2013, sur le programme de travail, les dispositions éventuelles et les méthodes de travail provisoires de la première session du GTCNL.

PREMIERE SESSION DU GTCNL: La GTCNL-1 a eu lieu les 14 et 15 mars 2013 au siège de l'ONU à New York. Lors de la réunion qui a englobé des déclarations des États membres et un débat interactif sur le thème « Conceptualisation des ODD », les participants ont échangé leurs premières vues sur le processus et la substance du cadre des ODD.

RÉUNION D'EXPERTS SUR LA SCIENCE ET LES ODD: Organisée conjointement par le Département des affaires économiques et sociales (DESA), le Conseil international pour la science, et le Conseil international des sciences sociales, la réunion du Groupe d'experts sur la science et les ODD, a eu lieu du 20 au 21 mars 2013, au siège de l'ONU à New York. Les participants y ont discuté de la nécessité de rendre la science plus accessible aux décideurs et au grand public, de l'importance de nouvelles formes de gouvernance capables de répondre de manière adéquate aux preuves et phénomènes scientifiques, ainsi qu'à l'innovation scientifique et au renforcement des capacités dans les pays en développement.

CONSULTATIONS OFFICIEUSES SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LE GTCNL: Des consultations officieuses sur le programme de travail du GTCNL ont eu lieu le 5 Avril 2013. Les délégués y ont examiné, entre autres, les voies permettant de déterminer les domaines thématiques et de les grouper de manière appropriée pour discussion; l'importance de l'éradication de la pauvreté en tant que problème mondial; et la façon de documenter chaque réunion du GTCNL.

DEUXIEME SESSION DU GTCNL: La GTCNL-2 a eu lieu du 17 au 19 avril 2013 au siège de l'ONU à New York. Les discussions y ont porté sur la conceptualisation des ODD et du processus des ODD, ainsi que sur l'éradication de la pauvreté. Les délégués se sont concentrés sur le cadre mondial de l'éradication de la pauvreté et du développement durable et sur les questions intersectorielles, notamment, la gouvernance, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, les droits humains et les approches fondées sur les droits et les moyens de mise en œuvre. Les délégués y ont également discuté du programme de travail pour l'exercice 2013-2014 et pour la GTCNL-3 et la GTCNL-4.

TROISIEME SESSION DU GTCNL: La GTCNL-3 a eu lieu du 22 à 24 mai 2013 au Siège de l'ONU à New York. La réunion a été consacrée à l'examen des questions thématiques suivantes: (a) la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture durable, la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse (DDSS), et (b) l'eau et l'assainissement. S'agissant de la sécurité alimentaire et la nutrition, de l'agriculture durable et des problèmes de DDSS, les délégués ont reconnu: les interconnexions entre l'alimentation, les sols, l'eau et d'autres objectifs de développement; la nécessité de répondre aux besoins nutritionnels, d'augmenter la productivité agricole et d'investir dans l'agriculture; la nécessité de soutenir les petites exploitants agricoles, les femmes, les éleveurs-pasteurs, les peuples autochtones et les pêcheurs; l'importance de la lutte contre la volatilité des prix des produits alimentaires et de l'élimination des subventions accordées au secteur agricole dans les pays industrialisés; et les causes de la dégradation des sols et la nécessité de la mise en valeur des terres et d'un « monde sans dégradation des sols ». Au sujet des questions de l'eau et de l'assainissement, les délégués ont appelé: à un accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène; à l'utilisation d'une approche fondée sur les droits; et à la reconnaissance des interdépendances et de l'importance de l'eau et de l'assainissement pour la réalisation de nombreux objectifs du développement, notamment, la santé, la lutte contre la mortalité infantile, la croissance économique et l'éradication de la pauvreté. Les délégués ont également appelé: à l'amélioration de la préparation aux catastrophes naturelles, à l'accès aux technologies appropriées pour les traitement, recyclage et réutilisation de l'eau; et à la gestion intégrée des ressources en eau.

COMPTE-RENDU DE LA GTCNL-4

Lundi matin, le co-président Macharia Kamau a ouvert la quatrième session du GTCNL, souhaitant la bienvenue à tous les délégués de retour à New York, et introduisant les deux groupes de thèmes à examiner au cours de cette réunion, à savoir: (a) l'emploi et le travail décent pour tous, la protection sociale, les Jeunes, l'éducation et la culture, et (b) la santé et la dynamique démographique. Affirmant qu'il s'agit là de questions fondamentales autour desquelles s'articule le développement durable, il a encouragé les participants à réfléchir sur les questions telles qu'elles s'appliquent à la fois aux niveaux mondial et national. Kamau s'est félicité des contributions apportées par les parties prenantes au GTCNL, y compris des consultations tenues avec les grands groupes sociaux, les rapports de synthèse élaborés par l'Equipe d'appui technique (EAT) et les rapports du GHN et du Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN). Encourageant les conférenciers à mener un débat interactif, Kamau a souligné l'importance de l'échange d'idées sur les ODD et a découragé la lecture de déclarations formelles.

EXPOSE SUR LE RAPPORT DU COMITÉ DE HAUT NIVEAU DES PERSONNALITÉS CHARGÉES DE L'ETUDE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015

Homi Kharas, Brookings Institution et auteur principal et Secrétaire exécutif du GHN, a présenté le rapport du Groupe. Il a indiqué que le processus a été hautement consultatif et que les

panélistes y ont appris l'importance du respect des promesses relatives aux OMD et que le programme pour l'après-2015 doit changer de cap à bien des égards. Il a déclaré que le Groupe d'experts a estimé que la meilleure façon de contribuer au processus intergouvernemental consistait à synthétiser et à consolider la diversité des opinions en un nombre, relativement petit, de priorités et à présenter un rapport narratif pour éclairer le cadre des discussions des Etats membres.

Kharas a déclaré que le rapport qui en a résulté est éclairé par quatre principaux facteurs de changement: les évolutions démographiques; l'expansion rapide des nouvelles technologies; la disponibilité du financement et la nécessité d'organiser la répartition des fonds; et le changement climatique, facteur que le Groupe, a-t-il précisé, a déterminé séparable du programme de la lutte contre la pauvreté.

S'agissant du premier facteur, les évolutions démographiques, qui englobe le fait que le nombre d'enfants et de jeunes s'est stabilisé et que la population est vieillissante, il a noté que cela pouvait permettre de passer de la concentration sur l'accès à une concentration sur la qualité des services. Il a indiqué que la mise en œuvre du programme de l'après-2015 devra peut-être se concentrer sur la croissance dans les zones urbaines, rendant la fourniture de services plus facile et moins coûteuse.

Il a déclaré que les principales transformations recommandées par le Groupe sont universelles et que chaque pays a la responsabilité de "mettre de l'ordre chez lui" aux fins de réaliser le programme de l'après-2015. Il a précisé qu'en guise d'accompagnement à ce programme universel, l'avis du Groupe est que les pays doivent s'appropriier et conduire eux-même la mise en œuvre.

Enfin, Kharas a déclaré que le Groupe a estimé que son travail n'était pas terminé dans trois domaines: la formulation de partenariats mondiaux permettant de s'assurer que le programme pour l'après-2015 va au-delà de l'aide; la responsabilisation et la mise en œuvre; et la nécessité de données plus ventilées. Il a indiqué que cette "révolution en matière de données" allait nécessiter un investissement massif pour la mise en place de systèmes statistiques et d'information dans les pays, et que ces efforts allaient devoir commencer dès à présent.

L'EMPLOI ET LE TRAVAIL DECENT POUR TOUS, LA PROTECTION SOCIALE, LES JEUNES, L'EDUCATION ET LA CULTURE

LA DECLARATION THEME: Greg Vines, directeur général adjoint de l'Organisation internationale du Travail (OIT), a déclaré que la crise économique et sociale persistante actuelle est une préoccupation pour les familles et les collectivités. Il a indiqué que l'ONU a besoin de faire face à ces craintes et que l'évolution vers un avenir durable allait nécessiter de grandes transformations dans la façon dont les gens gagnent leur vie. Il a souligné que le comblement du fossé entre les jeunes demandeurs d'emploi et la réalité des emplois aujourd'hui disponibles est une priorité absolue et que la bonne formation doit s'édifier sur une bonne éducation, mais que les enfants "ne peuvent pas apprendre quand ils ont faim". En conclusion, il a déclaré que le système des Nations Unies doit aider les gouvernements à réaliser des solutions intégrées à ces problèmes interdépendants.

INTRODUCTION DES DOCUMENTS DE TRAVAIL

DE L'EQUIPE D'APPUI TECHNIQUE: Vignes a présenté le document de travail de l'EAT sur "l'Emploi et le travail décent". Ses recommandations comprennent: l'amélioration des données statistiques relatives au marché du travail; la concentration sur la qualité du travail et la productivité; une mise en perspective du marché du travail sur la durabilité environnementale; une approche politique globale; et une pleine dimension internationale.

Richard Morgan, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a présenté le document de travail de l'EAT sur "la protection sociale", mettant en relief la contribution importante que ce sujet peut apporter au développement. Il a décrit la recommandation du Rapport pour les politiques nationales de "protection sociale de base", qui peut traiter et les symptômes et les causes structurelles de la pauvreté, réduire les inégalités et la vulnérabilité, autonomiser les Femmes et les Filles et réaliser les droits humains.

Jorge Sequeira, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a présenté le document de travail de l'EAT sur "l'éducation et la culture". Il a appelé à l'intégration de l'éducation, comme thème transversal, dans les ODD, et comme objectif spécifique visant à réaliser "une l'éducation permanente, équitable, et de qualité, pour tous". Il a précisé que le nouveau cadre doit reconnaître la culture, thème négligé, comme étant un moteur du développement durable.

ÉCHANGE DE VUES INTERACTIF GENERAL: Fidji, au nom du Groupe des 77 et de la Chine (G-77/Chine), a déclaré que le programme de développement et les ODD pour l'après-2015 pourraient constituer un tournant, si la communauté internationale et les gouvernements nationaux s'engageaient en faveur d'un programme de développement axé sur les êtres humains. Au sujet de l'emploi, il a indiqué: qu'une croissance économique nouvelle plus inclusive est nécessaire pour aider les pauvres et les marginalisés et pour intégrer les travailleurs migrants dans la société; que des emplois meilleurs et l'accès au marché dans les zones rurales permettront de faire face à l'exode rural; et que la protection sociale réduit les inégalités et le chômage. Il a appelé à la mise en application des engagements pris en faveur d'une stratégie mondiale contre le chômage des jeunes, et a affirmé que la culture est un catalyseur et un moteur du développement durable. Au sujet de la santé, il a attiré l'attention sur les maladies non transmissibles (MNT) qui comptent dans l'augmentation des décès dans le monde. Au sujet de la démographie, il a encouragé l'amélioration de la planification familiale et de l'éducation des filles aux fins de réduire le nombre des grossesses à l'âge de l'adolescence et des grossesses non désirées. Il a souligné que des moyens de mise en œuvre doivent être prévus pour chacun des ODD.

L'Union européenne a parlé de l'importance du travail décent et de la protection sociale, dans le cadre de l'amélioration des conditions nationales en matière de croissance et d'emploi, et a mis en exergue les thèmes transversaux de l'égalité des sexes et de la gouvernance. Au sujet de l'éducation, il a appelé à l'accès équitable à un apprentissage de qualité au-delà de l'enseignement primaire à inclure dès la petite enfance, la formation professionnelle et l'apprentissage tertiaire.

Le Bénin, parlant au nom des pays les moins avancés (PMA), a proposé des objectifs visant: le plein emploi et un travail décent pour tous; une couverture universelle par des régimes de protection sociale dans les PMA; l'accès des jeunes à l'enseignement secondaire et supérieur, à la formation professionnelle et à l'emploi productif, aux soins de santé et à un secteur financier inclusif; et à l'accès universel et achèvement d'un enseignement primaire, secondaire et tertiaire de qualité.

Le Danemark, intervenant également au nom de l'Irlande et de la Norvège, a déclaré que des exemples du Népal et de l'Éthiopie montrent que "davantage d'emplois, emplois verts et emplois décents" sont autant d'objectifs qui peuvent être réalisés ensemble. Il a plaidé pour un objectif autonome, assorti de cibles intermédiaires, axé sur le travail décent, et a souligné que l'adoption d'une approche active face aux défis environnementaux est essentielle pour la sauvegarde et la création d'emplois à long terme. Au sujet de la protection sociale, il a souligné que des systèmes de protection sociale efficaces, durables et d'appropriation nationale donnent des effets positifs immédiats ainsi que des impacts plus larges sur le développement. Il a déclaré, pour finir, que l'éducation de qualité est le meilleur investissement qu'un gouvernement puisse faire, et s'est félicité de la place prépondérante que ce sujet occupe dans le programme de l'après-2015.

Trinité-et-Tobago, au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a déclaré que les questions relatives aux Jeunes sont une priorité, et que les jeunes doivent être au centre de l'élaboration, planification et mise en œuvre des politiques. La représentante a souligné que la CARICOM est ouverte à un objectif autonome axé sur l'emploi et le travail décent, incluant des cibles à atteindre et des indicateurs pour la protection sociale, et que la question des Jeunes doit être considérée comme un thème transversal.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, parlant également au nom de Nauru, de Palau et des petits Etats insulaires en développement du Pacifique (PIED-P), a plaidé pour un objectif autonome axé sur l'éducation ainsi que pour l'intégration de l'éducation comme thème transversal dans d'autres objectifs, y compris celui relatif à un milieu marin sain, productif et résilient. L'éducation au service du développement durable, a-t-il indiqué, doit inclure le changement climatique et l'éducation en matière de gestion des risques de catastrophe. Il a fait part de son ouverture à l'intégration de mesures en faveur de l'emploi et du travail décent dans le cadre de l'objectif relatif à l'éradication de la pauvreté ou comme objectif autonome.

Djibouti, au nom du Groupe africain, a appelé à une stratégie globale pour la Jeunesse, comprenant la question de l'emploi. La représentante a indiqué que la diversification tirée des produits de base va créer davantage d'emplois et va réduire les troubles sociaux et les inégalités en Afrique, et va aussi créer de la richesse et des revenus fiscaux qui peuvent mobiliser des ressources pour la réalisation de l'éducation et de la protection sociale. Elle a souligné que la protection sociale est un thème transversal qui devrait constituer un objectif traversant plusieurs objectifs et que le respect de la diversité culturelle peut être un objectif séparé ou un thème transversal.

L'Italie, parlant également au nom de l'Espagne et de la Turquie, a déclaré que la création du plein emploi productif et du travail décent pour tous, doit constituer un objectif fondamental.

Le délégué a souligné que l'augmentation des investissements dans l'emploi des jeunes, du soutien du marché du travail actif, des partenariats public-privé et des synergies entre les écoles et les marchés du travail permettra d'améliorer les opportunités. Il a déclaré, en outre, qu'un ODD consacré au thème de l'éducation au service du développement durable constitue l'un des principaux moyens de concrétisation, et que la culture doit être considérée comme un élément clé de toute politique ou stratégie de développement durable réussie.

Le Ghana, au nom de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a proposé des objectifs axés sur les opportunités d'emploi et de travail décent, sur la protection sociale et sur le développement des Jeunes. Le délégué a souligné la nécessité de politiques nationales de la jeunesse, de transitions efficaces entre l'école et le travail et davantage d'investissements dans les programmes d'enseignement supérieur.

Le Monténégro, intervenant également au nom de la Slovénie, a mis l'accent sur les liens entre l'éducation et le développement durable. Le délégué a appelé à un objectif distinct consacré à l'éducation, tout en la considérant comme étant un thème transversal touchant à tous les autres objectifs, et a appelé à des programmes d'éducation pluridisciplinaire et axés sur l'apprentissage global.

EXPOSES ET DEBAT INTERACTIF: Lundi après-midi, le GTCNL a entendu des exposés de spécialistes suivis d'un débat interactif sur le thème "L'emploi et le travail décent pour tous, la protection sociale, les Jeunes, l'éducation et la culture".

Haroon Bhorat, Université de la Ville du Cap, s'exprimant sur les marchés mondiaux du travail, a comparé les données actuelles concernant le chômage à celle concernant des personnes classées comme étant "les travailleurs pauvres du monde". Prenant en considération le fait que les travailleurs pauvres sont quatre fois plus nombreux que les chômeurs, Bhorat a souligné que les objectifs et les politiques devraient travailler pour résoudre le premier problème. Il a également parlé des limites des données permettant de mesurer les progrès accomplis, les indicateurs utilisés par les pays étant différents et pas de même efficacité, et a signalé que de nombreuses enquêtes de données ne sont pas largement mises à disposition. Il a averti les délégués qu'ils doivent réfléchir très attentivement aux indicateurs devant servir à l'évaluation de l'état d'avancement vers les objectifs potentiels consacrés à l'emploi et à la réduction de la pauvreté, et aux types de données disponibles pour les appuyer.

Bhorat a répondu à des questions sur la manière de concevoir des interventions efficaces en faveur des chômeurs ou des travailleurs pauvres. Il a indiqué que ces deux situations présentent des stratégies d'intervention très différentes, le chômage ayant besoin d'une concentration sur la création d'emplois, et les travailleurs pauvres nécessitant une large augmentation du salaire. Il a convenu avec un délégué que les politiques du minimum salarial peuvent être un instrument utile et que l'emploi salarié et l'emploi indépendant sont des facteurs clés dans la planification des interventions de l'Etat.

Bhorat a souligné la nécessité d'une "indépendance d'action entre les pays et en leur sein même", qui permettra aux objectifs d'être annexés, compte tenu des situations nationales particulières. Il s'est dit d'avis avec la déclaration d'un participant sur les effets nocifs des barrières non tarifaires sur

les pays à faible revenu. Il a encouragé les délégués à réfléchir sur la dynamique et la diversité de l'économie mondiale lors de l'élaboration des ODD.

Dans sa déclaration de clôture, Bhorat a souligné: qu'une révolution des données et des objectifs mesurables sont nécessaires; qu'il n'y a pas de corrélation entre les dépenses et les résultats scolaires; que la protection sociale est cruciale pour soutenir les travailleurs pauvres et qu'elle est abordable en Afrique; qu'il est important de se concentrer sur les groupes vulnérables; et qu'il est besoin de reconnaître les conditions initiales du pays et de construire des objectifs applicables à tous.

Karen Mundy, Université de Toronto, a parlé des propositions actuelles pour le domaine de l'éducation dans le programme de développement de l'après-2015. Elle a reconnu l'existence d'un large soutien en faveur d'un objectif autonome axé sur l'éducation, assorti d'un programme élargi englobant des programmes de la crèche et des premiers cycles du secondaire, une attention à l'équité et des objectifs mesurables. Mundy a souligné la stagnation, depuis 2009, du financement international destiné à l'éducation et à la réduction du nombre d'enfants non-scolarisés. Appelant à un objectif universel articulé autour du droit à l'éducation, elle a également souligné la nécessité d'indicateurs axés sur l'équité, sur les résultats d'apprentissage, sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes et sur l'auto-détermination locale.

Mundy a répondu à des questions posées par les délégués sur la définition du terme « Education holistique » en mettant en exergue l'éducation de base dans les domaines de la lecture, de l'écriture et de l'expression comme étant la clé de l'engagement des citoyens dans la société. Elle a parlé des effets négatifs de la diminution de l'aide internationale destinée aux programmes d'éducation en Afrique, et a proposé de chercher de nouvelles formes de financement. Mundy a également appelé à un « résultat commun et simple, auquel tout le monde peut adhérer », et à des objectifs qui soient facilement mesurables. A une question posée à propos de l'abordabilité des programmes d'éducation des crèches et jardins d'enfants, Mundy a précisé qu'elle ne perçoit pas ces programmes que dans leur cadre de structure scolaire, et qu'elle pense aux ressources que la préparation à l'école économise dans le futur.

Pour conclure, Mundy s'est déclarée d'avis avec un participant sur l'importance de l'égalité des sexes dans l'éducation, et a déclaré que les nouveaux objectifs doivent comprendre un objectif axé sur ce sujet. Concernant la définition de la qualité de l'éducation, elle a déclaré que le processus du GTCNL pourrait établir une attente ou un « plancher » minimum, mais que la contribution la plus précieuse viendrait de citoyens de chaque pays. Elle a souligné que les ODD doivent veiller à ce que les opportunités de formation soient réparties de manière aussi large et aussi équitable que possible entre les populations.

Fernando Filgueira, Consultant, ancien chercheur collaborateur de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD), a indiqué que la protection sociale doit être financée par des « salaires sociaux », définis comme étant la contribution de l'Etat au bien-être des personnes. Il a suggéré la mise en place de politiques favorisant: des marchés du travail souples et ouverts; la protection plutôt des travailleurs que des postes de travail; les droits du travail et la syndicalisation; la mobilité du travail; la mobilité du capital

avec prélèvement des avantages de la protection sociale (par exemple la taxe Tobin, appliquée sur les transactions financières transfrontalières), les exigences de l'Organisation mondiale du commerce sur la qualité de la main-d'œuvre, et un fonds mondial pour aider les pays les moins avancés et les pays à revenu intermédiaire à « sauter » par-dessus des technologies non durables et à passer directement à la création d'emplois verts. Enfin, il a suggéré que les ODD traitent les questions du nombre de travailleurs pauvres, de femmes qui ne reçoivent pas de revenu de leur travail, de chômeurs, de familles avec enfants et sans salaire social de base non contributif, d'enfants âgés de deux à cinq ans qui n'ont pas accès aux systèmes de soins, et des personnes âgées qui ne disposent d'aucun revenu.

En réponse aux questions posées, Filgueira a souligné l'importance de la réglementation pour la répartition des gains de productivité aux investissements dans le capital humain. Il a précisé que l'éducation précoce serait l'un des ajouts les plus importants aux ODD, faisant état des avantages pour les enfants eux-mêmes, de la participation des femmes au marché du travail et de la réduction de la pauvreté dans les ménages avec enfants.

Filgueira a indiqué que dans les ODD, la protection sociale de base doit être indépendante de l'emploi, suggérant que « l'occupation d'un emploi rémunéré ne doit pas être une condition pour l'accès à un ensemble de mécanismes de protection de base ». Filgueira a également déclaré qu'un plancher de protection sociale permet à l'Etat d'assurer un niveau minimum de bien-être sans chercher simplement une augmentation de consommation.

Les observations de clôture de Filgueira ont souligné que la mondialisation a eu un impact positif sur la réduction des inégalités au niveau international, qu'au niveau national, il y a eu une diminution de la capacité « d'appriivoiser la mondialisation » et d'améliorer la répartition des avantages. Pour cette raison, il a indiqué qu'une réglementation internationale, un système fiscal mondial et le renforcement des capacités nationales sont nécessaires. Il a précisé qu'une taxe - mais pas forcément la taxe Tobin, idée à laquelle Bhorat avait fait objection, pourrait utiliser les apports financiers pour créer des fonds pour la protection sociale de base.

Dans les observations présentées par les participants, la Colombie a souhaité en apprendre davantage sur la manière d'intégrer les questions macro-économiques et d'autres facteurs favorables qui peuvent ne pas être « transformables ». La France, approuvant la valeur de l'investissement dans l'éducation, a demandé des idées sur le financement de ces programmes, et la facilitation du nécessaire « changement de paradigme ».

La Tanzanie s'est référée au rapport de l'OIT de 2004 de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, qui soulève beaucoup de ces questions, et a demandé pourquoi il n'a pas été mentionné. Le Bhoutan a déclaré qu'il est très important d'avoir un objectif autonome axé sur la réduction du chômage. Le délégué a mentionné le chômage chronique, le passage à une économie durable, le besoin d'objectifs sur la migration et le besoin de favoriser l'apprentissage continu.

La Bolivie a décrit trois dimensions à intégrer dans un objectif axé sur l'éducation: une éducation de base (enseignement primaire / alphabétisation); le renforcement des capacités, technologies et connaissances de manière à ce que les jeunes soient prêts à intégrer le marché du travail et à obtenir un travail

décent; et une éducation holistique, englobant: l'éducation pour la paix, la solidarité, la tolérance, le respect de la vie, la protection de l'environnement, le respect de la Terre Mère, le respect des valeurs des diverses communautés et autres valeurs importantes.

Le Bangladesh a souligné que des solutions telles que les micro-entreprises sont toutes du côté de l'offre, mais que sans ouverture sur des marchés étrangers, la demande reste limitée. Le Nigeria a présenté l'emploi, l'éducation et la protection sociale comme étant nécessaires à la « salubrité de la vie », et a souligné l'importance de tenir compte des circonstances nationales dans leur mise en œuvre. Il a appelé les délégués à intégrer une « responsabilité d'éduquer » de l'Etat dans le discours relatif à l'après-2015.

L'Union interparlementaire a appelé à l'abandon de la démarche consistant à augmenter la production et la consommation pour la réalisation du bien-être, précisant que si la productivité a augmenté, le nombre d'heures travaillées dans les pays industrialisés n'ont pas été réduites. Le délégué a demandé d'envisager, pour les pays industrialisés, un objectif consistant à réduire les heures de travail et à poursuivre la croissance dans une perspective différente.

La représentante des Femmes a mis l'accent sur l'éducation en matière de droits reproductifs, qui peut autonomiser les femmes et exercer un impact sur l'éducation elle-même, en cela qu'il permettra aux filles de rester à l'école. Elle a également appelé à des mesures énergiques visant à empêcher les mariages précoces et les mariages forcés.

La Confédération syndicale internationale a mis en exergue le plein emploi et le travail décent pour tous et l'importance d'avoir des planchers de protection sociale d'ordre universel. Le représentant a également parlé du rôle du financement public, de la pertinence des taxes financières mondiales, des flux financiers illicites, des pensions et du financement et l'assistance technique.

Greg Vines a salué les exposés et les interventions, et a souligné la nécessité de passer de « l'emploi » quelconque à l'emploi décent, mettant en exergue l'importance de la collecte de données sur l'emploi. Le représentant de l'OIT a souligné l'importance de l'amélioration des enquêtes sur les forces de travail, et a salué l'idée d'avoir un tableau de bord national qui puisse être lié à une série d'objectifs mondiaux.

ÉCHANGE DE VUES INTERACTIF GENERAL: Mardi, le co-président Körösi a ouvert la séance et a parlé de la réunion de la société civile tenue plus tôt dans la matinée. Il a signalé que les parties prenantes y ont commencé à examiner les questions clés et les voies et moyens d'aller de l'avant, déterminant les problèmes à résoudre et les défis à relever. Il a encouragé les délégués à réfléchir sur la façon d'établir des priorités à traiter pour la transition vers le développement durable. Il a signalé que le Brésil et le Nicaragua ont affiché leurs déclarations sur le site pour laisser le temps à l'interaction, les a applaudis et a demandé à d'autres de suivre leur exemple. Il a ensuite donné la parole aux participants pour leurs observations.

L'Iran a souligné que l'obtention de données ventilées constitue la première étape dans la détermination des objectifs; a suggéré que l'emploi et le travail décent doivent faire partie de l'objectif mondial de l'éradication de la pauvreté; et a suggéré, pour le thème de l'emploi, des objectifs intermédiaires relevant de trois catégories: détermination des caractéristiques structurelles des marchés du travail, identification des questions systémiques

internes, et détermination des aspects transversaux. Le délégué a indiqué que l'éducation doit être à la fois un thème transversal et un objectif distinct.

La Zambie, parlant également au nom du Zimbabwe et du groupe des pays d'Afrique australe, a déclaré que l'ODD relatif à l'éducation a entraîné une plus grande scolarisation en Afrique, qu'il y a toujours problème avec les taux d'achèvement des études, dû au fait que le ratio élève-enseignant a augmenté et au nombre trop important d'enseignants non formés. La représentante a plaidé pour un ODD axé sur l'éducation apte à compléter les aspects inachevés dans le processus de réalisation des OMD.

Chypre, intervenant aussi au nom des Emirats arabes unis et de Singapour, a déclaré que garantir l'emploi et le travail décent passe par l'adoption d'une approche globale impliquant les gouvernements, le secteur des affaires, le milieu universitaire et la coopération internationale. La représentante a dit indiquer que les ODD doivent: s'appuyer sur les objectifs existants; englober l'éducation pré-scolaire, primaire, secondaire et tertiaire; et traiter les inégalités de manière à ce que l'éducation soit accessible à tous. Elle a ajouté que la culture est un thème transversal qui doit être intégré à tous les niveaux.

La France, parlant également au nom de la Suisse et de l'Allemagne, a appelé à investir dans l'innovation du financement de la protection sociale, en vue d'une couverture maladie universelle. Le délégué a signalé qu'au mois de février 2014, le GTCNL devrait discuter d'objectifs axés sur la promotion d'emplois productifs, y compris les emplois verts, et sur le respect des droits et la promotion du dialogue social. Il a fait part de son "inquiétude" concernant le fait que les impacts de la culture ne sont pas pris en ligne de compte.

Le Pérou, au nom également du Mexique, a appelé à l'élimination des emplois informels, compte tenu de leur interférence avec le prélèvement fiscal. La représentante a indiqué que la protection des travailleurs migrants est essentielle, que l'éducation est un droit humain et que l'éducation, à la fois, formelle et informelle, doit être considérée dans le contexte du multiculturalisme. Elle a indiqué aussi que la protection sociale doit être abordée en tant que thème transversal dans les ODD et qu'elle doit être institutionnalisée au niveau national.

Une représentante des Jeunes des Pays-Bas, parlant également au nom des Jeunes d'Australie et du Royaume-Uni, a souhaité voir une attention accordée: au chômage des jeunes à travers l'investissement dans une éducation de qualité et la création d'emplois verts et décents; à l'accès des filles à l'éducation et aux services de santé; et à l'instauration d'une gouvernance équitable, souple et responsable, qui favorise la prise de "décisions courageuses et offrant des avantages à long terme." Elle a déclaré que les gouvernements ont besoin des Jeunes pour atteindre les ODD d'ici 2030, et que les enfants et les Jeunes doivent être au centre de la conception, de la poursuite et de la concrétisation des objectifs. Elle a invité les délégations à envisager soit un objectif distinct axé spécifiquement sur les Jeunes, soit des objectifs intermédiaires en faveur des Jeunes, faisant partie intégrante de plusieurs objectifs.

L'Inde a apporté son appui aux observations des Pays-Bas au sujet de l'équité intergénérationnelle, ajoutant que l'équité intra-générationnelle est également importante. Le délégué a mis en exergue: le plein emploi productif pour les jeunes; une

concentration sur les maladies non transmissibles et sur la santé des femmes; des opportunités commerciales; l'accès aux marchés; et des souplesses en matière de droits de propriété intellectuelle, y compris dans le mécanisme régissant les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

Le Belarus, parlant également au nom de la Serbie, a appelé à des objectifs autonomes sur l'emploi, la protection sociale, l'éducation, la jeunesse, la culture, la santé et la démographie et les migrations. Le délégué a affirmé que le traitement du travail inachevé dans le processus de réalisation des OMD, en particulier pour ce qui est de l'éducation et de la santé, est important, mais que des objectifs plus élevés axés sur ces domaines sont nécessaires.

La Colombie, s'exprimant également au nom du Guatemala, a souligné la nécessité d'aborder ce qui est "transformable en objectif" et ce qui est requis pour la mise en œuvre. La représentante a appelé à des approches qui rendent compte des liens entre l'éducation, l'emploi, la santé, l'énergie et l'eau potable. Elle a indiqué qu'il est besoin d'un cadre souple et tenant compte des évolutions survenues dans la géographie économique et dans la géo-politique, et qu'il est impossible de parvenir à des résultats dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la création d'emploi sans l'infrastructure et la technologie nécessaires.

La Bulgarie, parlant également au nom de la Croatie, a déclaré que les ODD doivent intégrer les normes internationales relatives au travail décent. Le délégué a indiqué: que la protection sociale est un thème transversal et qu'il doit être traité dans le cadre de l'objectif consacré à l'emploi; que l'éducation, qui est essentielle au développement durable, mérite un ODD distinct qui doit inclure l'accessibilité et des résultats mesurables; que la culture doit être un objectif ou un sous-thème distinct et que tous les ODD doivent le traiter; que les Jeunes doivent constituer un sous-thème présent dans tous les ODD.

La Roumanie, intervenant aussi au nom de la Pologne, a déclaré que la protection sociale doit être un thème transversal, assorti d'objectifs intermédiaires et d'indicateurs axés sur la pauvreté, sur l'éducation, sur l'emploi, sur la santé et sur la sécurité alimentaire et la nutrition. S'agissant de l'emploi, elle a appelé à un accroissement des opportunités d'investissement, de commerce et de coopération, et a souligné le besoin de données statistiques pour les indicateurs.

Israël, parlant également au nom du Canada et des Etats-Unis, a déclaré que le cadre des ODD doit accorder une attention: aux politique et cadre réglementaire régissant l'emploi; à la protection sociale et droits des travailleurs; à l'esprit d'entreprise; à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans la population active; et à l'accroissement des opportunités pour les groupes vulnérables. La protection sociale est intégrale car elle traite non seulement les symptômes de la pauvreté, mais aussi ses causes profondes. Au sujet de l'éducation, le délégué a appelé à une plus grande attention à la qualité et aux résultats, à l'école maternelle, à l'égalité des sexes et à l'accès universel à l'enseignement primaire. Il a demandé plus d'idées sur les voies et moyens de combler les lacunes dans le domaine des données.

Le Royaume-Uni a déclaré: que les conditions doivent être propices à la création d'emplois, pour que les entreprises puissent se développer et employer davantage de personnes; que les femmes doivent avoir les mêmes droits économiques que les

hommes; que la protection sociale fait partie de la croissance durable et inclusive visant à mettre fin à la pauvreté; et que les jeunes apportent de nouvelles perspectives et de nouvelles solutions aux défis posés aux niveaux national et mondial et qu'ils doivent avoir accès à l'éducation et à des emplois décents.

Le Japon a attiré l'attention des délégués sur les résultats de la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement africain (TICAD V) qui s'est tenue plus tôt ce mois-ci. Le délégué a mis l'accent: sur l'amélioration de la quantité et de la qualité des emplois, en assurant l'éducation, la compétence et la formation; sur l'entrepreneuriat; sur le besoin d'un environnement et d'infrastructures favorables; sur la disponibilité des données; et sur la protection sociale.

Le Bangladesh a souligné que le statu quo ne marchera pas et que le travail inachevé dans le processus de réalisation des OMD doit être terminé. Au sujet du rapport du GHN, il a précisé: que les inégalités au sein et entre les pays doivent être traitées; que l'architecture financière internationale doit être réexaminée; et qu'il n'y a pas de débat sur la migration, en particulier celle induite par le changement climatique. Il a affirmé que le changement climatique est la plus grande menace posée à l'humanité, mais qu'elle n'est pas abordée de front. Pour finir, il a souligné que la question des moyens de mise en œuvre doit être inscrite à l'ordre du jour, pour que les choses ne se passent pas comme avec les OMD, où cette question a été placée séparément dans l'OMD 8 qui porte sur la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

L'Arabie saoudite a parlé de la physionomie évolutive du marché du travail, avec le chômage des jeunes comme nouveau défi mondial. La représentante a souligné: que les politiques publiques doivent intégrer les besoins des jeunes et des femmes dans le traitement de la question de l'emploi; que les partenariats public-privé sont une source de création d'emplois; que l'accès à l'éducation et à la formation est capital; que la diversification économique par l'investissement dans la technologie et l'accès aux petites entreprises aux financements et aux prêts, est nécessaire pour l'élimination des obstacles posés à la création d'emplois. Elle a souligné le soutien de l'Arabie Saoudite à l'emploi des femmes et a suggéré la création d'un fonds dédié à l'évaluation des résultats, dans le cadre des moyens de mise en œuvre.

Haïti a exprimé sa préférence pour un objectif distinct axé sur l'emploi, pour qu'il puisse jouer un rôle de catalyseur pour d'autres thèmes. La représentante a déclaré aussi que la protection sociale pourrait être considérée comme un indicateur ou un objectif intermédiaire pour d'autres objectifs. Elle a indiqué que l'éducation est liée à tous les aspects du développement durable et qu'elle doit être un objectif distinct, assorti d'objectifs intermédiaires d'indicateurs reflétant des visées plus larges et une plus grande attention aux compétences professionnelles et à l'élimination de la discrimination entre les sexes.

La Tunisie a parlé de la crise de l'emploi des jeunes, y compris l'augmentation du chômage des diplômés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ses recommandations ont englobé: des politiques d'investissement et d'échanges permettant de soutenir la création d'emplois; la réforme de la gouvernance internationale et des institutions économiques de manière à assurer un meilleur soutien au travail décent pour tous; et la

concrétisation du droit au travail. Le délégué a encouragé la prise de mesures urgentes pour la concrétisation des engagements pris à Rio+20 dans le cadre de la stratégie mondiale pour les jeunes et l'emploi (Article 24).

La Chine, parlant également au nom de l'Indonésie et du Kazakhstan, a déclaré que les ODD doivent créer un objectif axé sur l'emploi et le travail décent, assorti de liens vers d'autres objectifs, et doivent intégrer la création d'emplois dans la politique macro-économique mondiale. S'agissant de l'éducation, les ODD doivent s'appuyer sur les OMD, poursuivre la réalisation de l'éducation de base pour tous et assurer la formation continue et la formation professionnelle.

La République de Corée a déclaré que la création durable d'emplois décents repose sur le passage à une économie verte, à faible émission de carbone. Les pertes d'emplois dans les industries traditionnelles vont créer un besoin de protection sociale. L'emploi et le travail décent devraient faire l'objet d'un objectif autonome, assorti d'objectifs intermédiaires axés sur les opportunités de formation et d'emploi pour les jeunes et les femmes. Au sujet de l'éducation, le délégué a déclaré que l'objectif doit englober les aspects qualitatifs et accorder une attention particulière aux groupes sociaux vulnérables.

L'Afrique du Sud a déclaré: que le travail doit se poursuivre sur les OMD relatifs à la santé, en particulier ceux axés sur le VIH / sida, et sur l'accès à des services de santé génésique de qualité; que le respect des droits de l'homme, sans discrimination, doit être le fondement du programme du développement durable, de manière à ce que personne ne soit laissé pour compte; que la réalisation du plein emploi, du travail décent et des moyens d'existence durable est le seul moyen d'améliorer le niveau de vie; que la création de gardes d'enfants et de services de soins, abordables, aux personnes âgées, aux handicapés et aux personnes atteintes du VIH / sida, est essentielle; et que les ODD doivent mettre l'accent sur l'accès à une éducation de qualité pour tous.

L'Éthiopie a déclaré: que la lutte contre le chômage des jeunes relèverait les défis du chômage et du sous-emploi; qu'il est besoin d'avoir un objectif autonome axé sur le renforcement des capacités productives, assorti de différents indicateurs permettant de saisir les trois dimensions du développement durable; et que le programme de l'après-2015 doit traiter le travail resté inachevé dans le processus de réalisation des OMD, en élargissant l'accès, en améliorant les taux d'achèvement des études primaires et secondaires, en assurant une éducation de qualité et en répandant l'enseignement supérieur et l'enseignement technique et professionnel.

L'Équateur a décrit le travail décent comme étant le lien entre l'économie et la société, et un facteur d'insertion sociale, et déclaré que l'accès au travail décent doit former la base d'un ODD. Le délégué a précisé: que les indicateurs de revenu ne sont pas suffisants pour évaluer les emplois; que l'insertion sociale et le bien-être doivent être également reflétés; que l'éducation doit s'attaquer à la pauvreté spirituelle, outre la pauvreté matérielle, à travers la lutte contre la discrimination, le racisme et la violence; et que "la culture n'est pas un produit de marché".

L'Ouganda a déclaré que l'expérience de son pays avec l'OMD 1, qui consiste à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, montre que la réduction de la pauvreté peut résulter de l'élargissement de l'emploi, et pas forcément d'une augmentation

des dépenses sociales, et que l'emploi et le travail décent sont, en eux mêmes, des objectifs fondamentaux touchant aux droits. Le délégué a indiqué que la protection sociale doit assurer la santé et la sécurité du revenu, et a encouragé l'habilitation des jeunes à participer à tous les processus de développement, soulignant que les ODD doivent accroître les opportunités d'emploi des jeunes. S'agissant de l'éducation, il a déclaré que le programme de l'après-2015 doit répondre à trois principaux éléments: l'équité, l'accès et la qualité.

Le Nigeria a déclaré que les chômeurs devraient être considérés comme une ressource et non comme un problème. Au sujet des moyens de mise en œuvre, le délégué a indiqué qu'un engagement accru du secteur privé, des institutions internationales et des petites et moyennes entreprises (PME) stimulera l'emploi.

La Russie a souligné l'importance des conditions favorisant l'instauration du travail décent et du plein emploi ainsi que du développement durable, et a encouragé le dialogue et le partenariat entre les syndicats, les employeurs et les autorités, en vue d'ouvrir la voie à des emplois innovants, à la création de PME et à la formation professionnelle.

La Jordanie a fait état d'un consensus évolutif sur le fait que l'aspect qualitatif doit être ajouté à l'aspect quantitatif mentionné dans les objectifs relatifs à l'éducation, et qu'on ne devrait pas avoir à choisir entre les deux. La représentante a indiqué par ailleurs qu'il est nécessaire d'aborder les maladies non transmissibles, mais qu'on devrait avoir plutôt un objectif de résultat, qu'un objectif spécifique à la maladie. Elle a également mentionné les soins de santé reproductive et la planification familiale, en tenant compte des questions culturelles, les moyens de mise en œuvre, la lutte contre les inégalités et la collecte de données et de statistiques.

Le Rwanda a déclaré que l'élimination de la pauvreté doit demeurer un objectif fondamental du programme de l'après-2015, ajoutant que l'emploi pour tous ouvrira la voie au développement durable. La représentante a également mentionné l'emploi comme étant un droit fondamental de l'être humain, l'importance de l'emploi des jeunes et la valeur de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle et technique.

Le Secrétariat du Commonwealth a déclaré qu'il est besoin de davantage de données ventilées spécifiques aux jeunes, et que le cadre de l'après-2015 a besoin d'un objectif axé spécifiquement sur l'autonomisation des jeunes. Les objectifs relatifs à l'éducation doivent être d'ordre universel et doivent porter sur l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation partout dans le monde, mais qu'il devrait y avoir plutôt de la souplesse dans les objectifs et dans les délais, qu'une approche unique prête à appliquer par tous.

LA SANTE, LA DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE

Le co-président Kamau a ouvert la séance de l'après-midi consacrée à l'examen des thèmes de la santé et de la dynamique démographique

LA DECLARATION D'OUVERTURE ET LES

EXPOSES: Anarfi Asamoah-Baah, sous-directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a déclaré que l'importance de la santé dans le programme de développement n'est pas en litige. Il a fait remarquer qu'un consensus est en

train de se dégager en faveur plutôt d'un seul objectif d'ordre général dans les ODD, que de plusieurs objectifs intermédiaires de santé comme dans les OMD. Il a suggéré que l'objectif primordial pourrait être ainsi formulé "Maximiser la santé à toutes les étapes de la vie"; qu'il devrait poursuivre les efforts fournis dans les domaines entamés par les OMD; et y ajouter les maladies non transmissibles, couvrir les déterminants économiques et sociaux de la santé, inclure tous les groupes d'âge et traiter la question du coût des soins. Il a souligné que les cibles intermédiaires pour cet objectif pourraient être le traitement de l'accès aux services et de l'abordabilité, à savoir la couverture maladie universelle (CMU), expliquant que la CMU: est à la fois un moyen d'accéder à une meilleure santé et une fin en soi, qu'elle permet l'intégration d'un éventail de questions, qu'elle se prête à l'adaptation aux besoins des différents pays, et qu'elle fournit la plate-forme nécessaire à l'adoption d'une approche fondée sur les droits.

Asamoah-Baah a fait écho à une suggestion du Ghana d'éviter la sur-médicalisation de la santé, proposant l'examen des causes sociales et environnementales des problèmes de santé. Il a souligné la nécessité d'un indicateur axé sur la qualité des services de santé. Au sujet du besoin d'investir dans les données, il a précisé qu'actuellement les plus vulnérables ne sont pas comptabilisés et que les chiffres sont souvent des estimations.

Hans Rosling, Institut Karolinska et Fondation Gapminder, a présenté des données démographiques animées, utilisant la baisse des taux mondiaux de mortalité infantile pour montrer que les gens ne sont pas réticents à recourir à la contraception. Il a suggéré que la baisse de la fécondité à, environ, deux enfants par famille, est due à "des décisions prises dans les chambres à coucher," qui peuvent être prises lorsque la famille dispose de ressources appropriées.

Rosling a souligné que ce sont les pays les plus riches qui utilisent la majorité des combustibles fossiles, tandis que les décès d'enfants sont concentrés dans les pays les plus pauvres. Il a souligné l'importance de l'énergie dans le contexte de l'extrême pauvreté, affirmant qu'une seule ampoule dans un ménage sauve autant de vies que font les vaccins. Il a également indiqué que la vieille démarcation entre pays en développement et pays industrialisés est remplacée par une convergence au milieu. Enfin, il a encouragé les Etats membres à ne pas trop se concentrer sur la qualité de l'éducation, de façon à garantir une éducation de base pour tous.

Rosling a répondu aux observations émises en faveur d'objectifs plutôt qualitatifs que quantitatifs, par exemple dans l'éducation. Il a précisé que, même dans les mauvais systèmes éducatifs, certains enfants vont apprendre les bases, et que nous ne devons pas cesser de travailler sur la portée quantitative de la scolarisation, juste à cause de l'énorme tâche d'améliorer la qualité. Abordant la question posée par la Norvège sur l'efficacité d'une ampoule dans un logis, il a expliqué qu'elle permet aux familles de prendre soin de la santé, de l'hygiène et de l'éducation des enfants, la nuit. Il a ajouté que la lumière diurne ne suffit pas à l'accomplissement de tâches essentielles comme la chirurgie et la production alimentaire. En réponse à une question de la Colombie sur une alternative au regroupement des pays industrialisés et des pays en développement, il a indiqué qu'il est nécessaire d'avoir plus de stratification et de stratifier différemment à différentes fins. Par exemple, a-t-il expliqué, la

quasi-totalité des décès maternels et infantiles se produisent entre les deux milliards de gens pauvres, plutôt que dans le “monde en développement”, terme trop général pour être précis.

INTRODUCTION DES DOCUMENTS DE TRAVAIL DE L'EQUIPE D'APPUI TECHNIQUE: Une représentante de l'OMS a présenté le document de travail relatif à la santé. Elle a souligné que la santé n'est pas seulement un facteur de développement durable, mais en est aussi bénéficiaire, et devrait être considérée comme un indicateur clé du progrès accompli. Elle a précisé que les progrès accomplis dans le domaine de la santé, à l'échelle mondiale, dans le cadre du processus de réalisation des OMD n'a pas été équitable entre les régions. Elle a proposé la maximisation des modes de vie sains et l'accélération des progrès qui restent à réaliser dans le cadre des OMD, en accordant une priorité à l'objectif de santé mondial.

Une représentante du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a présenté le document de travail relatif à la dynamique démographique, mettant en exergue les besoins et attentes de plus en plus importants de populations croissantes ainsi que les fortes pressions exercées sur les ressources naturelles. Elle a parlé des avantages et des complications de la migration et de l'urbanisation, soulignant que les opportunités démographiques dépendent des stratégies qui sont appliquées. Elle a souligné l'importance de la lutte contre la discrimination à l'encontre des migrants, de la création de villes vivables et durables et de l'adoption de politiques fondées sur les droits et éclairées par des données.

LES EXPOSES ET LES DEBATS INTERACTIFS: Paulina K. Makinwa-Adebusoye, Institut nigérian de recherche économique et sociale, a présenté un exposé sur l'état de la mortalité maternelle et infantile, sur les risques de grossesse et sur la dynamique démographique dans les pays en développement, particulièrement en Afrique. Elle a signalé que la plupart des décès maternels sont liés aux risques relatifs à la grossesse, à des accouchements de haute parité, à des accouchements fréquents, et des accouchements de mères trop jeunes ou trop vieilles. Soulignant que les filles ayant un niveau d'éducation survivent à l'accouchement dans des proportions plus élevées et ont moins d'enfants, elle a établi un lien entre les questions de santé, d'éducation, de croissance économique et de démographie. Enfin, Makinwa-Adebusoye a fourni un aperçu de la structure d'âge du “dividende démographique”, dans lequel les politiques de gouvernance économique, la gouvernance sociale et la bonne gouvernance peuvent exploiter les capacités de la population active.

Makinwa-Adebusoye a répondu aux questions posées par les délégués en soulignant que la ventilation des données est très importante pour comprendre l'évolution démographique. Elle a souligné que pour tirer parti du dividende démographique, les pays devraient, en combinaison avec le fait d'assurer la bonne gouvernance, mettre en application les politiques démographiques et les politiques économiques qu'ils ont déjà en place.

Jeanette Vega, Fondation Rockefeller, a proposé que la CMU devrait être l'ODD parapluie du thème de la santé dans le cadre de l'après-2015, soulignant qu'outre le fait d'établir des liens avec d'autres secteurs et de favoriser le développement durable, la santé est avant tout un droit humain. Définissant la CMU, Vega a déclaré que cela signifie que tout un chacun peut accéder

aux services de santé dont il a besoin sans contrainte financière. Elle a expliqué que les indicateurs peuvent inclure le coût et le taux d'inscription dans les programmes de santé. Vega a rappelé la résolution de l'AGNU de 2012 qui recommande l'examen de la question de la CMU dans les discussions sur le programme de développement pour l'après-2015, et a signalé que plusieurs pays s'orientent vers l'adoption de la CMU. Elle a conclu en déclarant que la CMU est la seule proposition qui porte sur le système de santé dans son ensemble et qui donne à l'être humain et à l'équité une position centrale.

En réponse à une question posée par un participant, Vega a déclaré que les valeurs aberrantes des indicateurs de santé ont toutes, en commun, des systèmes de santé opérationnels et universels. Elle a également averti que de nombreux comportements négatifs au plan santé n'ont rien à voir avec le mode de vie, et sont souvent causés par des intérêts bien établis de la grande industrie alimentaire.

L'Arabie saoudite a remercié les conférenciers, en disant que les exposés présentés sur les faiblesses des OMD étaient exactement ce dont on avait besoin. La Tanzanie a parlé de la situation critique de la migration et de la “fuite des cerveaux” hors des pays en développement. Le Bhoutan a déclaré que l'alimentation est “la manière la plus intime à travers laquelle nous interagissons avec notre environnement”, et a demandé des recommandations pour remédier à la surcharge alimentaire de sucre et de sel et à la sédentarité et pour assurer le bien-être mental.

Au sujet de l'exposé présenté par Rosling, la France, parlant également au nom de l'Allemagne et de la Suisse, a déclaré que l'extrême pauvreté a été réduite mais qu'elle est toujours là, rappelant l'existence de “populations oubliées” vivant avec moins d'un dollar par jour. Le délégué a également souligné le lien entre le programme de développement de l'après-2015 et les négociations en cours sur le changement climatique.

Le Nigeria a déclaré que Rosling n'a pas mentionné les liens entre la culture et la croissance démographique, soulignant que beaucoup d'africains perçoivent les enfants comme une forme de richesse. Nos parents continuent encore à nous inciter à avoir cinq ou six enfants”, a-t-il ajouté.

L'ECHANGE DE VUES INTERACTIF: Le co-président Kőrösi a repris la réunion mercredi matin pour poursuivre la discussion sur le thème de la santé et la dynamique démographique.

Le Bénin, au nom des PMA, a déclaré que les efforts d'éradication de la pauvreté devraient se concentrer sur les PMA de manière à “ne laisser personne derrière”. Il a indiqué que dans le programme de l'après-2015, l'objectif relatif à la santé doit s'appuyer sur le Programme d'action d'Istanbul (PAI) et inclure: des soins de santé reproductive d'ordre universel; la prévention des décès de nourrissons et d'enfants de moins de cinq ans; l'arrêt de la mortalité maternelle; et la création de villes vivables et durables. Le délégué a également souligné que les gouvernements devraient envisager la reconnaissance des réfugiés du changement climatique.

Nauru, au nom de l'Alliance des petits Etats insulaires (AOSIS), a déclaré que les ODD ne sauraient être atteints sans un système de santé adapté et un environnement sain. La représentante a parlé des problèmes de santé posés dans les PEID, dont, notamment: les maladies transmises par l'eau et le

phénomène de salinisation, qui sont exacerbés par le changement climatique; la malnutrition due au coût élevé des aliments sains importés; les maladies non transmissibles; et l'inadéquation des services de santé préventive. Elle a précisé que l'accès aux soins ne doit pas entraîner une ruine financière, et qu'il n'y a pas qu'une seule formule pour l'établissement de la CMU dans chaque pays.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom des PEIDP, a proposé des priorités pour un objectif autonome axé sur la santé. Le délégué a mis l'accent sur: la prévention des maladies transmissibles et les maladies non transmissibles; le renforcement des systèmes de santé nationaux; la santé maternelle et infantile; et la santé sexuelle et reproductive. Au sujet de la dynamique démographique, il a mis en relief les défis posés dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, qui se posent dans les pays insulaires en conséquence de l'urbanisation et du surpeuplement.

L'Uruguay a présenté, au nom de l'Argentine, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Bulgarie, du Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, d'Israël, du Liberia, du Liechtenstein, du Monténégro, du Mozambique, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Portugal, du Rwanda, de la Slovénie, de l'Afrique du Sud, de la Turquie et du Royaume-Uni, une déclaration soulignant l'importance de la focalisation sur les droits de l'homme dans les ODD. Le délégué a souligné que l'autonomisation des femmes, des filles, des adolescents et des jeunes et le respect des droits sexuels et reproductifs doivent constituer des "piliers essentiels" du programme. Il a mis également en exergue l'équité, l'égalité et la justice sociale pour tous pour la concrétisation des potentialités du programme du développement durable.

La représentante des Bahamas, au nom de la CARICOM, a déclaré que les maladies non transmissibles sont une cause majeure de décès dans les Etats membres de la CARICOM et que ce fait mérite d'être souligné notamment dans le programme de développement de l'après-2015. Elle a appelé, entre autres: à l'extension des programmes d'intervention sanitaire; à l'amélioration de l'accès à des services de santé de qualité; à l'amélioration des collectes, évaluation et diffusion des données concernant la santé; à des infrastructures de santé de qualité et en quantité adéquate; à un financement prévisible portant sur le long terme. Elle a également précisé qu'une approche globale du vieillissement de la population et des migrations doit faire partie du cadre des ODD.

L'Union européenne a souligné l'importance des facteurs environnementaux globaux pour la santé, ainsi que les liens intersectoriels qui existent entre le secteur de la santé et d'autres secteurs, et a ajouté que les ODD doivent traiter le travail inachevé des OMD relatifs à la santé maternelle et l'accès à la santé reproductive; aux maladies non transmissibles et l'accès aux services de santé; et que la croissance démographique, le vieillissement de la population, l'urbanisation et la migration constituent, pour les trois dimensions du développement durable, à la fois des défis à relever et des opportunités à saisir.

Chypre a plaidé pour l'inclusion des maladies non transmissibles comme composante essentielle du programme de santé, précisant que la CMU doit être également incluse. La représentante a souligné que les discussions du GTCNL peuvent être enrichies par les expériences nationales réussies comme celle

de Singapour où des comptes d'épargne médicaux permettent à ceux qui peuvent se le permettre de mettre en réserve des fonds, laissant les subventions gouvernementales aux personnes vivant dans le besoin.

La Pologne, parlant également au nom de la Roumanie, a déclaré qu'en matière de population, les buts et objectifs doivent être compatibles avec les droits humains. La représentante a appelé à l'accélération des progrès dans les domaines où les OMD n'ont pas été atteints, et à la formulation d'objectifs ambitieux pour la période à venir. Elle a souligné l'importance de la sensibilisation quant aux risques sanitaires découlant des menaces posées à l'environnement, dont notamment le changement climatique. Elle a précisé que l'objectif pourrait englober la CMU et l'accès à des services de santé abordables, complets et de haute qualité, à toutes les étapes de la vie.

L'Espagne, parlant également au nom de l'Italie et de la Turquie, a appelé à une progression constante vers la CMU, affirmant qu'elle se prête à une applicabilité universelle et qu'elle peut être adaptée aux circonstances nationales, avec des buts, objectifs et indicateurs reflétant les accords existants. Le délégué a souligné en outre que les ODD doivent englober les thèmes de la santé et des droits sexuels et génésiques. Au sujet de la population, il a appelé à l'examen de la migration découlant des bouleversements environnementaux. Les ODD doivent viser à améliorer la qualité de vie et répondre aux besoins des jeunes et des personnes âgées.

La Slovénie, au nom également du Monténégro, a déclaré que la dynamique et l'évolution démographiques doivent être examinées par chaque pays et chaque communauté lors de la conception des politiques. Au sujet de la santé, il a souligné le rôle important des Femmes et des droits sexuels et reproductifs, et a parlé des déterminants, économiques, sociaux et environnementaux de la santé.

La représentante des Pays-Bas a déclaré que la mise en place de la CMU est essentielle pour rompre le cycle pauvreté/mauvaise santé, et que les liens entre la santé, l'eau, l'énergie, l'assainissement, l'éducation, la nutrition et l'égalité des sexes doivent être examinés. Elle a souligné qu'il est important d'accorder une priorité aux droits sexuels et reproductifs des femmes, à la lutte contre les inégalités, entre pays, en matière de mortalité maternelle, et à la mise en application des recommandations de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), se demandant: "Pourquoi le don des femmes consistant à donner la vie leur coûte si souvent leur propre vie"?

La République de Corée a déclaré que les efforts doivent être multipliés pour la concrétisation des OMD inachevés relatifs à la santé, et que les avancées dans le cadre de ces objectifs doivent être suivies en permanence. Le délégué a souligné qu'un réexamen systématique et global de la dynamique démographique est nécessaire pour la formulation des buts, objectifs et indicateurs, et que la CMU doit être un ODD central.

Le Congo, au nom de la région d'Afrique centrale: a fait état de la relation entre la réduction du chômage et l'investissement privé dans le cadre de l'économie verte et du développement durable; a souligné que les jeunes doivent être au centre des programmes éducatif et culturel; et a affirmé que la santé est à la fois un objectif et une condition préalable au développement durable.

La Croatie, au nom également de la Bulgarie, a appelé: à un ODD axé sur la santé qui soit de dimension mondiale qui renforce les liens entre la santé et le développement et qui garantie la santé comme un droit humain; à des objectifs et des indicateurs portant sur la CMU, la prévention des maladies, la lutte contre les maladies non transmissibles et les populations vulnérables; à l'intégration des cibles liées à la santé dans d'autres objectifs, tels que la sécurité alimentaire, l'égalité et la durabilité environnementale; et à des objectifs de développement prospectifs permettant de répondre à la croissance démographique, de la surpopulation, du vieillissement de la population et de la migration.

La Norvège, au nom également du Danemark et de l'Irlande, a mis l'accent: sur une approche fondée sur les droits, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; et sur la répartition de la santé au sein et entre les sociétés. Le délégué a indiqué qu'à côté d'un objectif axé sur la CMU, les objectifs intermédiaires possibles pourraient s'appuyer sur les OMD 4 (réduction de la mortalité infantile), 5 (amélioration de la santé maternelle) et 6 (combattre le VIH / sida, le paludisme et d'autres maladies), et pourraient se concentrer sur la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles. Abordant les interconnexions, il a souligné que les décisions concernant la gestion de l'eau, l'accès à l'énergie, le changement climatique, l'alimentation et la nutrition, influent, toutes, sur la santé.

La Colombie a déclaré que le "message qu'elle retient" de cette session est que la santé des gens dépend de la santé de la planète et des animaux. La représentante a parlé d'un besoin de souplesse en raison des défis émergents tels que les maladies non transmissibles et les maladies zoonotiques. Elle a également utilisé la santé comme illustration de "l'approche modulaire" que sa délégation a déjà présentée pour les ODD (proposition de tableau de bord). Elle a souligné la nécessité de travailler avec les bureaux de statistique de l'ONU sur les moyens rentables, pour les gouvernements, de mesurer les indicateurs, et sur l'établissement de bases de référence nationales pour éclairer les prises d'engagements des pays.

Anarfí Asamoah-Baah a déclaré qu'il a été impressionné par la richesse et la qualité des discussions menées jusque là. Il a mis en relief les points consensuels suivants: les progrès en matière de développement durable seront reflétés par les progrès accomplis dans le domaine de la santé; les éléments inachevés des OMD ne doivent pas être oubliés; la concentration sur la santé sexuelle et reproductive, les maladies non transmissibles et le renforcement du système de santé; l'octroi d'une attention aux jeunes et aux personnes âgées; l'adoption d'une approche fondée sur les droits de l'homme et l'équité entre les sexes; et le passage de l'approche fragmentée à une approche intégrée de la santé. Il a précisé que bien qu'il y ait convergence sur ces questions, il a été largement reconnu que des forces sont en train d'empêcher la réalisation de progrès réels.

L'Iran a déclaré que la santé est un facteur déterminant et un catalyseur de chacun des piliers du développement durable, et que l'éducation est tout aussi importante. Le délégué a indiqué que l'ODD relatif à la santé devrait mettre l'accent sur les moyens d'exécution et sur le renforcement des capacités, le suivi, la formation et le financement des systèmes de santé.

La France, intervenant également au nom de la Suisse et de l'Allemagne, a salué l'esprit positif de la réunion et a exprimé le souhait d'une plus grande interaction avec les représentants du secteur privé. Au sujet de la dynamique démographique, le délégué a souligné que les jeunes et les personnes âgées doivent être pris en compte. Il a fait part de l'engagement de ces pays en faveur du droit à la santé sexuelle et reproductive et a fait siennes les préoccupations exprimées par d'autres pays au sujet des effets du changement climatique sur la santé.

Le Bangladesh a déclaré que des soins de santé à dimension universelle est une chose essentielle au développement durable, mais a attiré l'attention sur les coûts de ces programmes, en particulier dans les pays en développement. Le délégué a parlé des avantages et des coûts relatifs à la migration internationale, soulignant que des partenariats doivent être mis en place entre les pays d'accueil et des pays d'origine des migrants. Au sujet de l'urbanisation, le délégué a parlé de la pression exercée par l'urbanisation non planifiée sur la fourniture de services dans les villes.

La Chine, parlant également au nom de l'Indonésie et du Kazakhstan, a déclaré que les domaines prioritaires de la santé comprennent la diminution de la propagation des maladies transmissibles et des maladies non transmissibles, la CMU, l'accessibilité à la médecine et la réduction de la mortalité maternelle et infantile. En ce qui concerne la dynamique démographique, le délégué a indiqué que des ODD spécifiques pourraient inclure, de manière fondée sur la CIPD, une stratégie d'intégration du thème population et développement dans le processus décisionnel, favorisant l'égalité des sexes, le traitement de la question du vieillissement de la population et l'aide aux communautés de migrants.

Le Brésil, au nom du Nicaragua, a souligné la nécessité d'aborder l'impact des modes non durables de production et de consommation sur la santé, a apporté son appui à l'idée de la CMU, et a affirmé que la santé est un droit humain et qu'elle doit être traitée comme telle.

Malte a appelé à des services de santé exhaustifs pour tous, sans discrimination, et a déclaré que la CIPD devrait être le principe directeur applicable pour la réalisation de progrès dans la dynamique démographique. Le délégué a souligné qu'aucun engagement ne peut exiger une légalisation de l'avortement ou le cautionner comme méthode de planification familiale.

Le Liechtenstein a appelé à l'accélération de l'avancée vers les OMD axés sur la santé en plaçant l'accent sur les groupes les plus vulnérables, en veillant à la CMU et en ouvrant l'accès universel à l'éducation et, notamment, à l'enseignement secondaire. La représentante a appelé: à l'accès universel à la santé, à l'éducation et aux services de santé sexuelle et reproductive; à la protection des droits sexuels et reproductifs des femmes; à des opportunités de travail décent pour les jeunes; et à une vie exempte de violence.

L'Ouganda a déclaré que les ODD doivent s'appuyer sur les OMD et traiter le thème de la santé dans deux perspectives: la CMU pour tous les citoyens à tous les stades de la vie; et des systèmes de santé bien fournis. Le délégué a souligné que l'unité familiale peut être une passerelle entre les générations, et que le programme de développement de l'après-2015 doit permettre l'accès à des services de santé reproductive de qualité.

La Fédération de Russie a déclaré que la santé est un élément important d'un programme centré sur l'être humain, et que la CMU devrait être un objectif parapluie. La représentante a souligné que les systèmes de santé doivent assurer la prévention, le traitement, la réadaptation et les soins par un personnel qualifié.

Les Etats-Unis, parlant également au nom d'Israël, a déclaré que la santé doit occuper une place centrale dans le programme de développement, et ont reconnu les liens existants avec d'autres objectifs. La représentante a souligné la différence entre les résultats en matière de santé et les produits du système sanitaire, et a proposé d'envisager: l'accès assorti d'une couverture de qualité; des systèmes de santé solides et bien conçus; et l'amélioration de la qualité, de la quantité et de la ventilation des données. Au sujet de la dynamique démographique, elle a indiqué que les données doivent être utilisées pour l'amélioration des politiques dans les domaines: de la planification familiale volontaire; de l'autonomisation des femmes; de l'urbanisation; de la sagesse et du potentiel des jeunes; et du vieillissement des populations.

Le Saint-Siège a exprimé son attachement au droit à des soins de santé de base pour tous, et a appelé à une approche centrée sur l'être humain dans les domaines de la santé et de la dynamique démographique. Abordant la question de la création de nouveaux objectifs touchant à la santé, elle a appelé les Etats à aller au-delà de la réduction de l'objectif à la santé sexuelle et reproductive et à avoir, à la place et lieu de cela, une compréhension globale de la personne humaine et de ses besoins en matière de santé, affirmant que la seule chose qui empêche la CMU est la cupidité et le profit.

L'Egypte, au nom du Groupe arabe, a mis l'accent sur l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et les droits de l'enfant.

Un représentant des Jeunes et des enfants a souligné la valeur de la CMU, précisant qu'elle doit, toutefois, être axée sur l'équité, sur la qualité des soins et sur l'accès. Elle a indiqué que cela est important pour l'autonomisation des femmes et des filles en cela qu'il ouvre l'accès à la planification familiale, et que les impacts sanitaires du changement climatique affectent les moins aptes à y faire face.

L'Ethiopie a appelé à une plus grande attention à la finition du processus de réalisation des OMD, tout en se penchant sur: l'accès à la planification familiale et à la contraception, la prestation de services de santé de bonne qualité, l'importance d'avoir des professionnels de la santé qualifiés, le problème des maladies non transmissibles, la question des maladies tropicales négligées dans les OMD, la maladie mentale, l'accès à l'eau, à l'assainissement, à l'alimentation, à l'énergie et à l'éducation. Le délégué a souligné que des financements prévisibles et à long terme sont nécessaires pour l'accès aux soins de santé et à la médecine.

Le Nigéria a souligné l'importance des besoins de santé des minorités et des peuples autochtones, ajoutant: que la dichotomie rurale-urbaine doit être traitée; que les maladies non transmissibles et les maladies tropicales négligées doivent constituer une priorité; et que la santé des femmes, des filles et des jeunes doit être comme étant de grande importance dans le programme de développement de l'après-2015. Le

délégué a également mis en exergue la sécurité dans les lieux de travail, la prévention des situations d'urgence et des risques de catastrophes, et la prestation de soins de santé, l'accès à la technologie médicale, la production de médicaments génériques et de données statistiques, le suivi et l'évaluation, et les moyens de mise en œuvre.

Le Japon a soulevé trois points: l'importance de la réalisation de la CMU, la promotion de l'accès universel à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, y compris la planification familiale et l'éducation sexuelle, et le vieillissement de la population.

Le Pérou, parlant également au nom du Mexique, a appelé à une gouvernance fondée sur les droits. La représentante a souligné que tout le monde doit avoir accès aux services de santé, indépendamment de leur statut migratoire ou nationalité. Elle a indiqué par ailleurs que la migration doit être appréhendée comme étant une question multidimensionnelle, être axée sur la personne humaine, respecter les droits humains et le droit au travail, et inclure une approche sexo-spécifique et interculturelle.

L'Arabie saoudite a déclaré que s'agissant du thème de la santé, la focalisation du GTCNL devrait porter sur ceux qui sont en train de mourir, pas sur les droits sexuels. Le délégué a déclaré qu'il n'y aurait probablement pas d'accord international sur un tel sujet. Le co-président Kamau a répondu que le GTCNL n'est pas un forum pour la renégociation du thème, mais pour l'examen de tous les sujets à la lueur de leur impact sur le développement durable.

La représentante des Femmes a déclaré que la réalisation des droits sexuels et reproductifs aidera à la création des conditions nécessaires au développement durable. Elle a appelé à un accès non discriminatoire à des soins et services de haute qualité, et a souligné que la dépénalisation de l'avortement et du VIH / sida est une priorité urgente de santé et des droits de la Femme. Elle a souligné aussi que l'élimination de l'écart salarial entre les hommes et les femmes est un objectif essentiel pour tous les pays, et que le travail informel doit être réglementé.

Le représentant des Autorités locales a indiqué que tous les niveaux de gouvernement partagent la responsabilité d'exploiter le potentiel de développement durable de l'urbanisation et autres grandes évolutions. Elle a souligné la structure modulaire proposée (proposition de tableau de bord) pour les ODD pour ce qui est de l'objectif relatif aux villes et établissements humains, avec des cibles intermédiaires à atteindre qui peuvent être partagées par d'autres objectifs. Au sujet de la révolution nécessaire dans le domaine des données, elle a encouragé les gouvernements à recueillir et à normaliser les données au niveau local et sous-national.

Le délégué des Syndicats des travailleurs a mis en relief la protection sociale universelle, le plein emploi et le travail décent, et le droit aux soins de santé. Il a souligné que la CMU doit se concentrer sur l'accès, la qualité et la disponibilité, et que les gouvernements sont les principaux responsables chargés de l'établissement des protections sociales.

Le FNUAP a déclaré que le seul moyen d'atteindre le dividende démographique passe par la mise en place de politiques publiques qui favorisent les droits humains et accroissent les opportunités pour les femmes, les filles et les adolescents. Le délégué a ajouté que l'application de mesures

coercitives pour le contrôle des facteurs démographiques ne fonctionne pas et s'avère contre-productive, et qu'il est important d'aller de l'avant avec les droits génésiques.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS ET DECLARATIONS FINALES

Mercredi après-midi, le coprésident Kamau a distribué le résumé des discussions la réunion élaboré par les co-présidents, et a souligné les progrès "étonnants" réalisés par le GTCNL et le riche débat mené sur un certain nombre de domaines affectant le développement durable. Il a précisé que dans le cadre de la discussion sur chaque objectif proposé, une simple question doit être posée, à savoir, comment cela sera-t-il réalisé et comment allons-nous mobiliser les ressources? Reconnaisant que tous les objectifs sont interdépendants, il a suggéré de trouver des objectifs qui soient à la fois "applicables à tout le monde" et spécifiques à chaque pays, indiquant que lorsque toutes les pièces seront mises ensemble on aura un tout cohérent. Il a affirmé que l'amélioration des données et la solution du problème du chômage et du sous-emploi ne se feront pas par l'entremise des taxations ou de nouvelles répartitions, mais par les entrepreneurs et les entreprises qui sont les créateurs d'emplois.

Il a déclaré par ailleurs que la protection sociale s'attaque aux causes de la pauvreté et contribue à la croissance des économies, soulignant la nécessité de s'assurer que les gens ne tombent pas dans la pauvreté". Il a souligné, l'importance de traiter les questions du financement et de l'accès inégal à l'éducation, affirmant que "nous ne pouvons pas avoir de développement durable si la moitié de la population ne sait pas ce que cela veut dire." Il a ajouté: que le développement durable doit commencer dans la famille et que les habitudes de production et de consommation ne changeront pas si les familles ne voient pas la nécessité de les changer; et que tout le monde reconnaît l'importance de la culture dans la conception des valeurs et des attitudes.

En outre: il a souligné que les jeunes veulent un partenariat intergénérationnel; a signalé que les voix à la fois des Jeunes et des plus de 65 ans sont fortes; et a déclaré que la santé est à la fois un droit et un objectif, bien que la direction de cet objectif reste encore à déterminer. Il a souligné que certains suggèrent qu'il peut y avoir un objectif de santé mondial, mais que la détermination de ses interconnexions sera une partie importante de la réalisation du développement durable.

Au sujet de la dynamique démographique, il a paraphrasé la déclaration d'un grand groupe social, affirmant que "la démographie n'est pas une fatalité" et qu'il existe un potentiel de grandes opportunités. Il a indiqué que le GTCNL a aussi entendu les aspects positifs et négatifs des questions relatives à la migration et que ces dernières doivent être traitées.

Il a rappelé aux délégués que la GTCNL 4 marque le point de mi-parcours dans le processus et a accueilli avec satisfaction le bilan réalisé jusque là, annonçant que les coprésidents distribueront un rapport sur l'état d'avancement des travaux en août 2013.

L'Arabie saoudite a demandé des éclaircissements sur le rapport des coprésidents. Kamau a précisé qu'il sera court et d'ordre général, signalant que le GTCNL a tenu des réunions,

s'est mis d'accord sur une méthode et un programme de travail, a abordé plusieurs questions, a suscité une bonne dynamique et qu'il lui reste un certain travail à faire pour parvenir à un ODD. Il n'exprimera pas d'accord sur des objectifs précis, parce qu'aucune entente n'est encore réalisée.

Le délégué des Emirats arabes unis a suggéré un ajout à la synthèse des Coprésidents, portant sur les régimes alimentaires sains. Il a également exprimé sa préoccupation que les mariages de même sexe feront baisser les taux de natalité, avec les effets économiques que cela aura sur des sociétés entières. "Qu'est-ce qu'il adviendra des travailleurs des usines qui produisent des aliments pour bébés"? a-t-il demandé. Kamau a déclaré que cette observation a représenté la première mention de la question de l'orientation sexuelle dans les travaux du GTCNL et qu'il sera difficile d'établir un lien entre l'orientation sexuelle et le développement durable qui est le sujet central du GTCNL. En réaction, la France a appelé au respect des cultures et des assemblées législatives d'autres pays. L'Arabie saoudite a ajouté qu'il n'est pas utile d'examiner cette question dans le GTCNL car il n'y a pas d'accord dessus.

Le Bangladesh a demandé que le changement climatique soit mieux pris en compte dans le résumé des coprésidents. Le Pakistan a souhaité voir le résumé rendre compte du fait que la santé est un thème transversal et qu'elle ne sera pas forcément simplement "un objectif".

Le Pérou, parlant également au nom du Bhoutan, de la Colombie, du Danemark, du Guatemala, de l'Irlande, du Mexique, des Pays-Bas, de la Norvège, du Pakistan, de la Suisse, des Emirats arabes unis et du Royaume-Uni, a suggéré de veiller au maintien de la dynamique suscitée autour des ODD durant la longue pause d'ici la GTCNL-5 qui se tient novembre prochain.

Le co-président Kamau a déclaré qu'il reconnaissait l'endurance et la détermination des délégations pour les réunions à venir et a clôturé la réunion à 16h50.

RÉUNIONS DES COPRESIDENTS AVEC LES GRANDS GROUPES ET LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Chaque matin à 9h00, les coprésidents ont tenu, avec les représentants des grands groupes et des parties prenantes de la société civile, des discussions interactives auxquelles les Etats membres étaient également invités. Chacune des séances du matin mettait en vedette deux principaux conférenciers pour la présentation des points de vue de la société civile sur les thèmes abordés, suivis par des interventions de la salle et de déclarations conclusives des conférenciers et des coprésidents. A la GTCNL-4, les conférenciers étaient:

- Alison Tate, CSI (Confédération syndicale internationale), s'exprimant au nom des Syndicats travailleurs;
- Masaya Llavaneras Blanco, DAWN (Development Alternatives with Women for a New era), s'exprimant au nom des Femmes;
- Samuel Kissi, Youth Coalition, Ghana, s'exprimant au nom des jeunes et des enfants;
- Antonia Wulff, « Education international »;
- Alexandra Garita, Resurj Mexique, s'exprimant au nom des Femmes; et
- Mikael Kalmus Elias, s'exprimant au nom des jeunes et des enfants.

BREVE ANALYSE DE LA GTCNL-4

La quatrième session du GTCNL a été une réunion animée de trois jours qui a continué le travail du Groupe, consistant à faire le point sur diverses questions de fond et à considérer leur intégration dans un ensemble d'objectifs de développement durable. Le co-président Körösi a indiqué que le GTCNL est encore dans le processus de création d'une "base de connaissances commune" sur les questions soumises à l'examen, et que les délégations ont abordé cette tâche éducative avec une attitude globalement positive. Les participants ont traité les thèmes à travers deux déclarations formelles et informelles et des tables rondes, s'implorant les uns les autres à considérer chaque sujet d'une nouvelle façon qui soit à la fois créative et constructive.

Les délégués avaient devant eux un ordre du jour surchargé de sept différents domaines d'intérêt, dont chacun était important et pas toujours facile à manier. Certains participants ont déclaré être satisfaits des avancées enregistrées dans les discussions et, en particulier, de la façon dont la nature interconnectée des questions examinées a été révélée, et ont mis en exergue les nombreuses interconnexions. Abordant les thèmes de la santé, de l'éducation, de la démographie, de l'emploi, de la protection sociale, de la jeunesse et de la culture comme étant autant de "thèmes de développement fondamentaux", les délégués ont largement reconnu que la réussite ou l'échec des discussions dans l'un ou l'autre de ces domaines aura des effets sur le reste.

APPRENDRE DES OMD

Le travail inachevé de la réalisation des OMD a été un thème récurrent, en particulier quand il s'est agi des questions de santé et d'éducation. Les délégués ont poussé les conférenciers, et se sont poussés les uns les autres, à déterminer les lacunes constatables dans le processus de réalisation des objectifs actuels et, ce faisant, ont avancé des idées novatrices pour les futurs ODD. L'équité, la qualité, l'universalité et les droits humains ont été à plusieurs reprises mentionnés en tant que concepts clés qui doivent encadrer les nouveaux objectifs.

S'agissant du thème de l'éducation, de nombreuses délégations ont commencé à formuler des idées visant à faire en sorte que les objectifs, dans ce domaine, puissent garantir une éducation de qualité, la formation continue et un développement de la formation professionnelle et des aptitudes transférables, toutes les questions qui n'ont pas été abordées dans les OMD. Au sujet de la santé, un large soutien s'est exprimé en faveur de l'intégration de la prévention des maladies non transmissibles et de la promotion d'un objectif de couverture santé universelle. Un certain nombre de délégués ont plaidé avec passion pour l'inclusion du droit à la santé sexuelle et reproductive dans les ODD.

De larges appels ont également été lancés, à travers les exposés d'experts sur l'éducation, la santé, le travail décent et la dynamique démographique, pour l'amélioration de la quantité et de la qualité des données mondiales utilisées dans la mesure des progrès accomplis. Les gouvernements ont reconnu ce besoin, et ont appelé aussi à la désagrégation des données pour mieux révéler la situation des groupes vulnérables et marginalisés. De nombreux délégués ont estimé que s'attaquer aux causes

structurelles de la pauvreté et aux problèmes persistants du chômage, du sous-emploi et de la rare protection sociale, est fondamental pour le développement durable.

APPRENDRE LES UNS DES AUTRES

Trois jours de travail n'ont pas semblé suffire pour rendre justice à l'ordre du jour et les discussions ont semblé trop emballées par moments, un délégué décrivant la réunion comme étant une « liste de propositions d'objectifs pour la blanchisserie ». La plupart ont reconnu qu'il n'est pas possible d'avoir un objectif pour chaque question, mais cela n'a pas empêché certains intervenants de proposer jusqu'à sept objectifs différents dans une seule et même déclaration. Les délégués ont, en privé, fait part de leur frustration quant au manque d'un vrai dialogue interactif sur les questions abordées, et attendaient avec impatience de voir des domaines de consensus potentiels être identifiés.

Reste que dans le même temps, la question des liens entre les thèmes examinés a bénéficié de beaucoup d'attention. Comme l'a formulé l'une des délégations : " Dans les discussions, nous sommes arrivés à un point où l'interconnexion entre les thèmes abordés devient claire et où la contribution de l'un au succès ou à l'échec des autres devient évidente." Le co-président Kamau a souligné aux délégués que beaucoup de thèmes importants sont examinés, mais que la somme de tous les thèmes est encore plus importante.

Les idées, pour le cadre global des ODD, sont en pleine expansion. La "proposition de tableau de bord" avancée par la Colombie et le Guatemala, qui définirait un noyau de cibles et d'indicateurs pour chaque objectif convenu et qui permettrait aux pays d'ajouter des cibles et des indicateurs plus spécifiques en fonction des priorités ou circonstances nationales ou régionales, a semblé avoir fait du chemin. En outre, les grands groupes de divers pays ont commencé à présenter des déclarations conjointes. D'excellents exposés présentés par les parties prenantes et les contributions fournies par les grands groupes, ont apporté des idées nouvelles et différentes dans la discussion. L'intervention d'un délégué des Jeunes a introduit le concept de la création d'un "partenariat intergénérationnel" et a inspiré les participants à réfléchir à la participation des Jeunes qui, comme l'a formulé un participant, sont "l'avenir" dans *l'Avenir que nous voulons*.

LA VOIE À SUIVRE

Le GTCNL ne se réunira pas de nouveau avant fin novembre 2013, bien que le co-président Kamau ait fait remarquer que la période transitoire ne sera pas des "vacances d'été". Des réunions importantes, comme la réunion extraordinaire sur les Objectifs du Millénaire pour le développement et celle qui verra le lancement du Comité d'experts intergouvernemental sur le financement du développement durable, vont examiner des sujets connexes, et le GTCNL organisera des réunions distinctes consacrées au suivi et à l'évaluation, ainsi qu'à la poursuite de l'engagement avec les grands groupes et les experts. De nombreux rapports sont en train d'être émis dans le cadre du processus plus large du programme de développement de l'après-2015, y compris le Groupe de haut niveau, le Réseau pour des solutions favorisant le développement durable,

le Global Compact, le Groupe des Nations Unies sur le développement et le Secrétaire général, et chacune de ces réunions aura une contribution à apporter au travail du GTCNL.

Certaines délégations ont exprimé le souhait de se réunir de manière informelle, au cours des prochains mois, pour continuer à discuter et à apprendre sur ces questions importantes. Il était clair que les Etats membres s'attelaient au travail de détermination d'objectifs de développement durable, démarche qui pourrait déterminer aussi l'avenir du développement durable, de manière sérieuse, et leurs efforts visant à renforcer et à partager les connaissances, prépareront, espère-t-on, le chemin difficile qui reste à franchir. Lorsque les contributions et les voix sont amples et variées, comme s'en est enorgueilli ce processus, traduire les nombreuses idées en un petit nombre de buts, objectifs et indicateurs simples ne sera pas tâche aisée.

REUNIONS A VENIR

Edition 2013 du Symposium public de la CNUCED:

Tenue sous le thème "Nouvelles approches économiques pour un programme cohérent pour l'après-2015", l'édition 2013 du Symposium public de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sera, pour les responsables gouvernementaux, les représentants de la société civile, du milieu universitaire, du secteur privé et d'autres observateurs intéressés, l'occasion de débattre des questions touchant au commerce et développement. Les sessions porteront sur deux thèmes: la gouvernance macroéconomique et financière d'ici à 2015 et les règles devant régir le commerce et l'investissement pour un développement inclusif et durable.

dates: 24-25 juin 2013 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** UNCTAD Secretariat **télécopie:** +41-22-917- 0057 **courriel:** publicsymposium@unctad.org **www:** <http://unctad.org/en/conferences/publicsymposium/2013/>

Examen ministériel annuel de l'ECOSOC: L'examen ministériel annuel portera sur le thème « La science, la technologie et innovation et la culture au service du développement durable et des OMD ». Cet événement vise à souligner le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation, et le potentiel de la culture et des politiques nationales et internationales connexes dans la promotion du développement durable et la réalisation des OMD. **dates:** 1-4 juillet 2013 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** ECOSOC Secretariat **courriel:** ecosocinfo@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ecosoc/newfunct/amr2013.shtml>

Conférence mondiale sur la mise en œuvre de l'équité intergénérationnelle: Apporter des perspectives d'avenir au statu quo: Cette conférence de haut niveau qui s'étalera sur deux jours, est organisée par le Conseil mondial sur l'avenir du monde et le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Elle traitera de la notion d'équité intergénérationnelle et réfléchira aux voies et moyens de préserver la planète, aux fins de s'assurer que les générations futures puissent en profiter et vivre dans la prospérité et la dignité. Les discussions rendront compte de la manière dont de nouveaux mécanismes ou outils, fondés sur les bonnes pratiques disponibles, pourraient prendre en compte plus efficacement les générations futures. **dates:** 4-5 juillet 2013 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Alice Vincent **courriel:** alice.vincent@un.org

worldfuturecouncil.org **www:** <http://www.futurejustice.org/blog/event/global-conference-on-implementing-intergenerational-equity-bringing-future-perspectives-to-the-status-quo-2/>

Débat thématique de l'AGNU sur l'inégalité: Le débat thématique interactif sur l'inégalité s'attaquera aux inégalités sociales et aux inégalités au niveau du revenu, dans l'objectif d'apporter une contribution au débat en cours sur le programme de développement de l'après-2015 et les ODD. **date:** 8 juillet 2013 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** Jorge Tagle, Adviser to the Office of the President of the 67th General Assembly **téléphone:** +1-212-963-3575 **courriel:** tagle@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ga/president/67/>

CdP 6 de la Convention relative aux droits des personnes

handicapées: La sixième session de la Conférence des Etats parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées sera organisée sur le thème « Assurer un niveau de vie suffisant: Autonomisation et participation des personnes handicapées » dans le cadre de la CDPH ». Trois sous-thèmes seront abordés: l'autonomisation économique par la protection sociale inclusive et les stratégies de réduction de la pauvreté; le développement inclusif du handicap dans les processus nationaux, régionaux et internationaux; et, la réadaptation communautaire. **dates:** 16-19 juillet 2013 **lieu:** UN Headquarters, New York **télécopie:** +1-917-367-5102 **courriel:** enable@un.org **www:** <http://www.un.org/disabilities/default.asp?id=1606>

Troisième session du Comité d'experts sur la gestion des données géospatiales mondiales: Cette réunion rassemblera des experts des sciences géo-spatiales du monde entier pour faire progresser le développement et l'utilisation des données, informations et outils géo-spatiaux pour le soutien de la durabilité mondiale. Les participants y aborderont, entre autres: les évolutions futures de l'information géo-spatiale; pour un cadre mondial de référence géodésique; les évolutions des dispositions institutionnelles nationales dans la gestion des données géo-spatiales; l'état d'avancement du plan mondial pour le développement durable; les cadres juridiques et politiques, la création et la mise en application de normes pour la communauté mondiale de l'information géo-spatiale; relier les données géo-spatiales aux statistiques; l'intégration de la terre et des données géo-spatiales marines et des activités liées à Rio+20. Suite à la session de deux jours, une session de formation d'une journée aura lieu sur la collecte et la gestion des données géo-spatiales. **dates:** 24-26 juillet 2013 **lieu:** Cambridge, United Kingdom **contact:** Amor Laaribi, GGIM Secretariat **téléphone:** +1-212-963-3042 **télécopie:** +1-212-963-9851 **courriel:** laaribi@un.org **www:** http://ggim.un.org/ggim_committee.html

20^e Session de la Commission du développement durable et première réunion du forum politique de haut niveau sur le développement durable: La 20^e et dernière session de la Commission du développement durable (CDD 20) aura lieu dans la foulée de la première réunion de la forum politique de haut niveau (HLPF). **dates:** septembre 2013 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1211>

Réunion de haut niveau sur le handicap et le développement: La réunion de haut niveau sur la réalisation des OMD et autres objectifs de développement convenus au niveau international pour les personnes handicapées est susceptible de produire un document orienté vers l'action sur l'insertion des personnes handicapées. Cet événement d'une journée comprendra une séance plénière et deux tables rondes informelles consécutives, avec la participation des Etats Membres, d'observateurs, d'entités des Nations Unies, de la société civile et du secteur privé, y compris les personnes handicapées. **date:** 23 septembre 2013 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** Akiko Ito **télécopie:** +1-917-367-5102 **courriel:** enable@un.org **www:** <http://www.un.org/disabilities/default.asp?id=1590>

Réunion extraordinaire de l'AGNU sur le suivi des efforts déployés pour atteindre les OMD: Cet événement d'une journée sera, pour les dirigeants, l'occasion de déterminer les mesures à prendre pour compléter le processus des OMD et fournir des orientations au sujet des priorités. **date:** 25 septembre 2013 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** Saijin Zhang **téléphone:** +1-212-963-2336 (General Assembly Affairs), +1-212-963-7172 (Protocol and Liaison) **télécopie:** +1-212-963-1921 **www:** <http://www.un.org/en/ga/info/meetings/67schedule.shtml>

Premier Forum annuel sur la mise en œuvre du développement durable: Le Bureau des Nations Unies pour le Développement Durable (UNOSD) sera l'hôte du premier Forum annuel de mise en œuvre du développement durable (SDIF). Le SDIF a pour objectif de servir de plate-forme mondiale pour l'échange des bonnes pratiques dans la formulation et la mise en œuvre des programmes de développement durable, l'examen des preuves des effets subis et le traçage des voies nouvelles et améliorées à suivre pour la mise en œuvre. Le programme comprendra des sujets liés : à l'extension de la mise en œuvre; le dégagement de solutions efficaces permettant de faire face aux contraintes et défis posés à la mise en œuvre; à l'examen des thèmes émergents dans le cadre de la planification et de la mise en œuvre; à la promotion de l'interface science-politiques-pratiques pour assurer la transition vers le développement durable; et, la promotion de et la facilitation des partenariats, ainsi que l'édification de communautés pratiques. **dates:** 5-7 novembre 2013 (provisoirement) **lieu:** Incheon, Republic of Korea **contact:** SDIF Secretariat, UNOSD **téléphone:** +82-32-822-9088 **télécopie:** +82-32-822-9089 **courriel:** unosd@un.org **www:** <http://www.unosd.org/index.php?page=view&type=13&nr=16&menu=177>

Cinquième session du GTCNL sur les ODD: La GTCNL-5 mettra l'accent sur la croissance économique durable et inclusive, sur les questions de politique macroéconomique (y compris le commerce international, le système financier international et la viabilité de la dette extérieure), sur le développement des infrastructures et sur l'énergie. **dates:** 25-27 novembre 2013 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Sixième session du GTCNL sur les ODD: La GTCNL-6 se concentrera sur les moyens de mise en œuvre, le partenariat mondial pour le développement durable, les besoins des pays

en situation particulière: les pays africains, les PMA, les pays en développement sans littoral et les PEID, ainsi que sur les défis particuliers auxquels sont confrontés les pays à revenu intermédiaire, et les droits humains, le droit au développement et la gouvernance mondiale. **dates:** 9-13 décembre 2013 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Septième session du GTCNL sur les ODD: La GTCNL-7 se penchera sur les villes durables et les établissements humains, le transport durable, les modes de consommation et de production durables (y compris les produits chimiques et les déchets), et le changement climatique et la prévention des risques de catastrophe. **dates:** 6-10 janvier 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Huitième session du GTCNL sur les ODD: La GTCNL-8 mettra l'accent sur les océans et les mers, les forêts, la biodiversité, la promotion de l'égalité, y compris l'équité sociale, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et la prévention des conflits, la consolidation de la paix après les conflits et la promotion d'une paix durable, la primauté du droit et la bonne gouvernance. **dates:** 3-7 février 2014 **lieu:** UN Headquarters, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

For additional meetings and updates, go to <http://post2015.iisd.org/>

GLOSSAIRE

CARICOM	Communauté des Caraïbes
GHN	Groupe de haut niveau sur le Programme de développement de l'après-2015
ICPD	Conférence Internationale sur la Population et le Développement
PAI	Programme d'Action d'Istanbul
PMA	Les pays les moins avancés
OMD	Les Objectifs du Millénaire pour le Développement
MNT	Les Maladies Non-transmissibles
GTCNL	Le Groupe de travail à composition non limitée
PEIDP	Les Petits États insulaires en développement du Pacifique
ODDs	Objectifs de développement durable
PEID	Les Petits États insulaires en développement
CMU	Couverture maladie universelle
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
AGNU	Assemblée générale de l'ONU
OMS	Organisation mondiale de la santé